

Dans notre région, après avoir dézingué : Maternités, Urgences, Services de Chirurgie et Spécialités dans les hôpitaux publics, les maisons de retraite, la psychiatrie, les structures pour enfants, ce gouvernement continue sur sa lancée :

- Suppression des hôpitaux de proximité pour des hôpitaux de gériatrie.
- Eloignement géographique des maternités entraîne une augmentation de la mortalité infantile.
- Les urgences seront encore plus saturées par le manque de professionnels (médecins, infirmiers...)
- La psychiatrie, méprisée par BUZYN, est toujours le parent pauvre de la santé : 1 an pour un rendez-vous, manque cruel de psychiatre, structures non adaptées pour les enfants et adolescents...
- Les maisons de retraite, autre du fait que les tarifs soient élevés, il reste un manque indéniable de personnels au service des résidents.

Et on en oublie encore ! cette liste n'est malheureusement pas exhaustive...

Quand tout sera privé, nous serons privés de tout !

La santé c'est lucratif et votre carte bleue remplacera votre carte VITALE !

USD Santé Action Sociale 02



VIABILITÉ HIVERNALE

De novembre à mars, la voirie départementale est en alerte pour permettre aux usagers de la route de circuler en toute sécurité quelles que soient les conditions météorologiques : c'est le plan de viabilité hivernale. 5 424 kms de routes départementales.

256 agents de 20 centres d'exploitation sont mobilisés. Chaque semaine et au rythme d'une semaine sur trois, 70 d'entre eux sont en astreinte hebdomadaire. La veille météo est assurée 7 jours sur 7 et 24h/24. En fonction des conditions météorologiques, 5 équipes de patrouille observent l'état des chaussées. Pour intervenir sur les 52 circuits le Département dispose de 49 camions sauteurs équipés d'une lame et 2 tracteurs équipés d'une étrave.

En dehors de cette période, ils effectuent les travaux de chaussée, de terrassement et de déblaiement indispensables à la bonne tenue du réseau routier. Ils interviennent notamment sur la pose ou la remise en état de la signalisation horizontale et verticale. Ils

s'occupent également des opérations de curage des fossés, d'élagage et de fauchage de la végétation. Les agents sont aussi impliqués en cas d'accident de la route ou de catastrophe naturelle. Habilités et formés à intervenir de manière rapide, ils sécurisent les lieux, favorisent l'écoulement du trafic en déviant la circulation

Le Conseil départemental de l'Aisne surveille avec attention l'état de santé d'environ 1 000 ponts (ouvrages d'art). **Une garantie de sécurité pour les usagers de la route.**

Nous voyons bien que plus les moyens budgétaires baisseront, et plus les routes seront laissées à l'abandon (surtout les petites). Avec tous les risques que cela comporte!!

Luttons pour un service public digne de ce nom!!

CGT CONSEIL DEPARTEMENTAL 02

Finances Publiques dans l'Aisne : un service public sacrifié

Les Finances Publiques dans l'Aisne aujourd'hui c'est : 600 emplois et un service public de proximité réparti sur 27 implantations géographiques.

Ce service public s'adresse à tous, particuliers, professionnels et collectivités locales.

C'est ce réseau que Macron et son gouvernement ont décidé de détruire. Avec une logique mortifère qui prévoit désormais que chacun devra traiter de ses problématiques fiscales, seul ou via l'outil numérique. De fait, cette interprétation du service public provoque une rupture majeure, car demain, faute de pouvoir accéder à nos services de nombreux ci-

toyens ne pourront plus faire valoir leurs droits. Autre rupture, la fracture numérique qui selon les statistiques officielles, exclue 1/5ème de la population (zones blanches, personnes âgées etc...).

Pour les collectivités locales, le plan macroniste dit « CAP 2022 » c'est la fin de l'accompagnement de l'État sur les questions budgétaires, dans le but avoué de voir cette mission être privatisée.

Enfin, le plan 2022 dans notre département c'est 100 à 200 emplois supprimés dans les Finances Publiques. Cette baisse massive des effectifs illustre le renoncement de l'État dans la bataille que nous devrions mener contre l'évasion fiscale.

Pas de justice Fiscale sans agents des Finances Publiques

CGT FINANCES PUBLIQUES 02

POUR UNE ECOLE DEMOCRATIQUE ET EMANCIPATRICE !

Les réformes du gouvernement construisent une école toujours plus sélective contraire aux intérêts de la population. Après les réformes des lycées et la sélection à l'université, la loi Blanquer dite « école de la confiance » franchit de nouvelles étapes :

L'article 1 de « l'école de la confiance » vise à faire taire les expressions critiques des personnels de l'école ! Cela se traduira par des menaces sur les collègues ;

L'article 6 de « l'école de la confiance » transforme les écoles et les collèges en Etablissements Publics des Savoirs Fondamentaux (EPSF) : les écoles vont perdre leurs autonomies en étant sous tutelle des principaux et des Conseils d'Administration des collèges. C'est la fin des directeurs d'école et des relations directes avec les familles ;

Un lycée tri-social et géographique, dès la fin du collège les élèves seront orientés vers des lycées très sélectifs. Leur destin professionnel sera déterminé par le choix des options en Lycée Général et Technologique ou par une orientation subie en lycée providé de toute ambition pour les élèves ! Le baccalauréat va être vidé de son sens national pour un bac local, **c'est une discrimination géographique entre les régions urbaines et rurales, entre les lycées avec beaucoup d'options et les autres.**

Réduction continue du nombre d'enseignants avec fermeture de classes rurales 40 dans l'Aisne et plan social de 1500 enseignants en gestion-administration en France

CGT Educ'action 02



Les services publics et la fonction publique appartiennent à tous. Protégeons-les !

Le projet de loi dit de transformation de la fonction publique vient d'être présenté au Conseil des Ministres. Le gouvernement souhaite le faire valider par le Parlement avant l'été.

Non, ce projet de loi ne concerne pas uniquement la gestion des agent-e-s de la fonction publique. Au contraire, il vous concerne toutes et tous, en tant qu'usager-e.

Il s'agit de pierres permettant de modifier en profondeur la fonction publique et de fragiliser les services publics. Ce sont des attaques sans précédent.

Ce projet de loi va faciliter, par la généralisation du recours au contrat, parfois sur des contrats de mission, les restructurations, les suppressions, externalisations ou privatisation des missions de service public.

Le Projet de loi ne répond pas aux besoins actuels exprimés par les français depuis plusieurs mois qui souhaitent une fonction publique plus proche, plus humaine sur tous les territoires.

Non, ces réformes ne sont pas portées par la volonté d'un meilleur service public mais bien par des principes de coupes budgétaires.

Les promesses de modernisation risquent de se traduire en réalité par une dégradation des services publics. C'est en fait moins de services publics qui nous attend toutes et tous.

Les services publics ont pour mission de satisfaire les besoins collectifs :

- ✓ en permettant la prise en charge de toutes et tous, quel que soit leur âge, leur origine et leur situation financière et sociale, et non selon le patrimoine ;
- ✓ sur l'ensemble des territoires ruraux comme urbains;
- ✓ en protégeant les plus faibles et non en confortant les plus forts;
- ✓ en rendant possible une véritable redistribution des richesses ;

**Revendiquons des services publics, accessibles à toutes et à tous,
qui servent et aident l'usager-e et réduisent les inégalités et assurent la cohésion sociale.**

Les services publics doivent être assurés :

- ✓ par une fonction publique à la neutralité indispensable et donc non soumise à des intérêts privés ;
- ✓ en garantissant l'impartialité de ses agent-e-s, leur indépendance du politique, et en mettant fin au pantouflage et aux conflits d'intérêt ;

**Bâtissons toutes et tous le service public de demain,
un service public toujours juste et protecteur, pour l'usager-e.**

**Ensemble pour une fonction publique au service de toutes et tous
Journée d'action et de grève
JEUDI 9 mai 2019
Rassemblement et manifestation
LAON 10 H 00 LYCÉE PAUL CLAUDEL**